

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le (date de signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Nouvelle WM

194 BOULEVARD FAIDHERBE
59500 Douai

Références : V3-2023- 183
Code AIOT : 0007000953

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement Société Nouvelle WM implanté Rue de Carcasonne Ancien puits du midi 59450 Sin-le-Noble. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Nouvelle WM
- Rue de Carcasonne Ancien puits du midi 59450 Sin-le-Noble
- Code AIOT : 0007000953
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site actuel de SNWM à SIN LE NOBLE a été utilisé par les Houillères du Bassin Nord Pas-de-Calais (HBNPC) de 1947 à 1974 pour l'exploitation du Puits du Midi. Ce puits a servi, d'une part, à la descente et à la remontée du matériel technique et d'autre part à la production du charbon extrait dans un puits voisin. Le puits est situé, aujourd'hui, à l'intérieur et au sud du bâtiment. Il a été fermé en 1972 et remblayé en mars 1973. La stabilité du remblaiement et l'absence de grisou sont

régulièrement surveillées par HBNPC.

En 1974, le site est cédé à la société LE PROFIL, par le gestionnaire des sites industriels des houillères, BATINOREST.

Les activités sont alors le profilage à froid, l'assemblage et le traitement de surface de pièces de carrosserie automobile.

En 1987, le site est acheté par ARBEL SOMENOR, filiale de la société COFIMEA. Le traitement de surface par cathorèse est alors développé.

Après avoir pris l'appellation de VALFOND COFIMETA SOMENOR, en 1997, l'usine est associée au site de DOUAI et devient, en 1990, OXFORD AUTOMOTIVE France DOUAI. ARBEL SOMENOR regroupe alors 3 usines à DOUAI, DORIGNIES et SIN LE NOBLE.

En 1997, la société COFIMETA passe sous l'égide du groupe VALFOND et les 3 usines d'ARBEL SOMENOR prennent l'appellation VALFOND COFIMETA SOMENOR. Cette dernière est rachetée en 1999 par le groupe américain OXFORD AUTOMOTIVE INC et devient OXFORD AUTOMOTIVE France Douai.

En 2006, la société OXFORD AUTOMOTIVE est rachetée par le groupe anglais WAGON AUTOMOTIVE, qui devient ainsi le 5ème équipementier automobile du marché européen.

Placés en redressement judiciaire en décembre 2008, les sites WAGON AUTOMOTIVE de DOUAI et SIN LE NOBLE ont été rachetés en juillet 2009 par la société SNOP appartenant au groupe FSD et forment une nouvelle entité WAGON MANUFACTURING.

La société SNOP appartient au groupe FSD qui est spécialisé dans la sous-traitance automobile. Ce dernier regroupe 2 activités :

- le découpage et l'emboutissage de pièces métalliques, exercées par la société SNOP,
- la conception et la réalisation d'outillage de presses réalisées par la société SNOM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Récolement MED + CI eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 1.2.1	/	Sans objet
2	VLE eau industriel	AP Complémentaire du 21/01/2010, article 4.3.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les prescriptions visées lors de cette visite d'inspection ne sont plus adaptées. L'inadaptation des prescriptions est dû à :

- une évolution de la nomenclature depuis 2010
- une mise en conformité des réseaux d'eau sur le site (séparation des réseaux)
- une évolution des conventions de rejets avec les gestions de la step
- la réalisation d'une étude technico-économique relative aux actions menées sur l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2010, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Désignation des activités	Capacités maximales	Régime
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surface(métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibroabrasion), le volume total des cuves de traitement étant : a. Supérieur à 1 500 litres	1 ligne de traitement de surface par cataphorèse. Le volume total des cuves de dégraissage est 79 m ³ et le volume de la cuve de phosphatation est de 60 m ³ . <u>TOTAL : 139 m³</u>	A
2940-1a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc (application, cuisson, séchage de...) sur support quelconque (métal, bois...) 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ». Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être présente dans l'installation a. Supérieur à 1 000 litres	Le bain de peinture de la chaîne de cataphorèse a un volume de 55 m³	A
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur corresponde n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant b. supérieur à 6 t, mais inférieur à 50 t	<ul style="list-style-type: none"> • Réservoir propane de 5 t • un stockage de 14 bouteilles de 35 kg de propane, soit 0,49 t <u>Soit un total de 5,49 t</u>	NC
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de). 3, installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité	Station « propane carburant » de remplissage des chariots élévateurs	D

	(jauges ou soupapes)		
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 3. supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	<u>La puissance de l'ensemble des machines est de 257,5 kW</u>	D
2910.A	Installations de combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322-B-4 A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de gaz naturel, du fioul domestiques, si la puissance maximale de l'installation est : 2. supérieur à 2MW mais inférieure à 20 MW	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chaudière à gaz : 56 kW • 1 générateur d'air chaud au gaz : 200 kW • 29 grands radiateurs au gaz : 820 kW • 25 petits radiateurs au gaz : 50 kW • 3 aérothermes au gaz : 90 kW • Brûleurs immergés compacts alimentés au gaz naturel : 3 800 kW <u>Total : 5 466 kW</u>	D
2920.2b	Installation de compression fonctionnant à des pressions supérieures à 10 ⁵ Pa, utilisant des fluides inflammables ou non toxiques b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :	- une installation de refroidissement de puissance 61kW + 3 groupes froids mobiles de puissances totales 25,4 kW - deux compresseurs de puissance 75 kW et 11 kW <u>Total : 172,4 kW</u>	D
1131-2c	Emploi ou stockage de substances et préparations 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	<u>La quantité de substances et préparations toxiques stockées sur site est de 2,325 tonnes</u>	D
1220	Emploi et stockage d'oxygène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	8 bouteilles d'oxygène de 8.5 m ³ <u>soit un poids de 92 kg</u>	NC
1418	Emploi et stockage d'acétylène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t	Stock de 6 bouteilles d'acétylène de 6 m ³ <u>soit un poids de 42 kg</u>	NC
1530	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant : 2. supérieure à 1 000 m ³ , mais inférieure à 20 000 m ³	<u>Volume inférieur moins à 1 000 m³</u>	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoir)	La capacité équivalente est égale à 0,26 m ³	NC

	<p>manufacturés de) :</p> <p>2) stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p> <p>a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³,</p> <p>b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³</p>		
1611	<p>Acide sulfurique à plus de 25% (emploi ou stockage)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 260 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t</p>	<p><u>Un stockage de 2,49 t d'acide sulfurique >51 % utilisée pour la station de traitement</u></p>	NC
1630	<p>Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de)</p> <p>B. Emploi ou stockage de lessives de</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250t</p>	<p><u>Un stockage de 2,1 tonnes de lessive de soude contenant 25 à 50% d'hydroxyde de sodium utilisée pour la station de traitement</u></p>	NC
2940-2	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois...) :</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, induction....). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisé est :</p> <p>a) supérieure à 100 kilogrammes/jour</p> <p>b) supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour</p>	<p>Une consommation actuelle de 1,121 kg/jour</p>	NC

<p>Constats : Les rubriques ont évolué depuis 2010. L'inspection a reçu et traité plusieurs porté-à-connaissance de modification de l'installation, transmis par l'exploitant. L'exploitant prévoit le changement de sa flotte d'engins élévateurs cet été. Les nouveaux engins ne seront plus au gaz naturel. L'exploitant indique qu'il prévoit l'arrêt de son point de distribution de gaz liquéfié (rubrique 1414-3 à déclaration Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22 janvier 2010).</p> <p>L'inspection rappelle que tout arrêt d'une rubrique doit se faire conformément à l'article R. 512-75-1 du Code de l'Environnement. L'inspection demande donc à l'exploitant lors de la notification de cessation de l'activité de la Rubrique 1414-3 de proposer un tableau de nomenclature reprenant l'ensemble des modifications.</p>
<p>Observations : L'inspection demande à la notification de la cessation d'activité de la rubrique 1414-3 à déclaration conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'Environnement.</p> <p>L'inspection proposera à l'issue de l'instruction de cette cessation d'activité un arrêté complémentaire reprenant l'ensemble du classement ICPE de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : VLE eau industriel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2010, article 4.3.7.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
<p>Prescription contrôlée : Le débit n'excèdera pas 5 m³/h. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p>				
Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux en 2h g/l	Flux journalier	Flux mensuel Kg/l
MES	30	150	3,6	
DCO	150	750	18	
DBO5	300		105	
NO ₂	1	5	0,12	
Azote global*	150	750	18	
Phosphore	10	50	1,2	
Fe	5	25	0,6	
Ni	10	10	0,24	
Zn	5	25	0,6	
* l'azote global comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé				
Constats :				

L'exploitant a déposé en 2018 une demande de modification des prescriptions relatives à la surveillance des eaux de rejet. L'inspection a pour partie instruit cette demande. L'inspection est en attente de la dernière convention signée avec le gestionnaire de réseau afin d'établir un nouveau tableau des valeurs limites de rejets prenant en compte les valeurs acceptées en entrée de la station d'épuration. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de nouvelle convention avec la communauté d'agglomération. L'interlocutrice en charge de ce sujet, à la communauté d'agglomération, a quitté ses fonctions et le poste est aujourd'hui vacant semble-t-il.

L'inspection prévoit de proposer à M le préfet du Nord de réglementer les Valeurs Limites de Rejets en remplaçant le paramètre Nitrite (NO_2) par le paramètre Azote global.

Lors de l'inspection du 21/07/2022 l'inspection a constaté des dépassements en DCO (Demande Chimique en Oxygène). L'étude des résultats d'autosurveillance transmis par l'exploitant entre juin 2022 et mai 2023 font apparaître une non-conformité des concentrations en DCO pour 79 % des mesures.

Les résultats du contrôle inopiné réalisé lors de l'inspection sont pour la DCO, une concentration de 616 mg/l et un flux de 30,68 kg. L'exploitant indique avoir identifié l'origine du problème au niveau des stades de dégraissage et rinçage de son processus de industriel. De plus, dans le cadre de l'Etude Technico Economique (ETE) menée en 2021, il ressort que les valeurs limite de rejet prescrites pour le paramètre de la DCO sont en deçà des valeurs de l'Arrêté ministériel du 30 juin 2006 (600 mg/l dans le cas d'un rejet raccordé à une station) et des valeurs acceptées dans le cadre de la convention avec le gestionnaire de station d'épuration (540 mg/l). L'exploitant demande a relevé les valeurs de prescrites au regard des conclusions de l'ETE et de la convention de gestion avec le gestionnaire du réseau

Lors de l'inspection du 21/07/2022, l'inspection avait constaté des dépassement en MES récurrents. L'exploitant a prévu un plan d'action pour répondre à ce constat : par des analyses la bactérie incriminée a été identifiée et un traitement préventif a été appliqué pendant deux mois. L'inspection constate que les résultats d'autosurveillance transmis entre mai 2022 et juin 2023 sont conformes pour l'ensemble des mesures. Les résultats du contrôle inopiné effectué lors de l'inspection sont : [MES] = 15 mg/l et Flux MES = 0,75 kg/j.

Enfin lors de l'inspection du 21/07/2022, l'inspection a constaté des dépassements récurrents du seuil haut en valeur de pH. L'inspection constate que les résultats d'autosurveillance transmis entre mai 2022 et juin 2023 sont globalement conforme. Il y a eu un dépassement à un pH de 9. Les résultats du contrôle inopiné effectué lors de l'inspection sont pH = 7,1 et 7,2. L'inspection constate que l'exploitant est revenu dans à la normal sur ce paramètre. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant de maintenir sa vigilance sur ce point.

Observations :

Les résultats du contrôle inopinés réalisés lors de l'inspection font ressortir des dépassements pour les paramètres suivants :- [DCO] = 616 mg/l et flux DCO = 1,14 kg soit 1,14 fois la VLE de la convention de la convention avec le gestionnaire de réseau et [NO₂] = 1,504 mg/l et flux NO₂ = 0,07 kg soit 1,5 fois la VLE prescrite.

Contenu de l'instruction du PAC nitrite et de l'Etude Technico Economique, il apparaît que les prescriptions relative aux valeur limite des rejets ne sont pas adaptées pour les paramètres DCO et Nitrite.

Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant que dans l'attente de nouvelles valeur limite d'émission il doit respecter les valeurs limite proposées dans son porté à connaissance.

L'inspection proposera, ultérieurement, à Monsieur le préfet du Nord de modifier les prescriptions

concernant les valeurs limites de rejets pour l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet